Democracias, autonomía local y migraciones en Centro América

Diálogo Regional del Observatorio de Cooperación Descentralizada UE-ALC

26 y 27 de febrero de 2025: La Antigua (Guatemala)

L'Observatorio de Cooperación Descentralizada Unión Europea - América Latina y Caribe a organisé les 26 et 27 février 2025 le Dialogue régional **« Démocraties, autonomie locale et migrations en Amérique centrale »** en collaboration avec la Mancomunidad Trinacional Fronteriza Río Lempa, la Fundación Heinrich Böll para Centroamérica, la Mairie de La Antigua Guatemala et avec le soutien du Centro de Formación de la Cooperación Española en Guatemala.

Cette rencontre a permis d'aborder certains des principaux défis auxquels est actuellement confrontée la région d'Amérique centrale, tels que la fragilité démocratique et la fermeture des espaces civiques, les processus de recentralisation des États, la perte d'autonomie locale et la violation des droits humains des personnes en situation de mobilité en Mésoamérique. Le Dialogue s'est concentré sur l'identification de nouvelles stratégies et de nouveaux instruments pour renforcer la coopération décentralisée en tant qu'outil face à ces défis.

Environ 120 personnes représentant des administrations publiques, des organisations non gouvernementales, de justice globale et de défense des droits humains, le monde académique, les médias, ainsi que des défenseur·e·s des droits humains d'Amérique centrale et de pays européens ont participé au Dialogue structuré autour de séances plénières et d'ateliers organisés en trois groupes thématiques : i) Démocraties ; ii) Décentralisation et autonomies locales ; iii) Migrations.

Au sein de ces espaces, les participant·e·s ont débattu du rôle que peut jouer la coopération décentralisée dans le renforcement de la décentralisation des États, du développement territorial, des démocraties, des États de droit, des espaces civiques, ainsi que de la protection des droits humains des personnes en situation de mobilité de Panama jusqu'au Mexique (Mésoamérique).

Les débats menés au sein des différents groupes de travail ont permis de produire le présent document, qui se veut une contribution précieuse aux ONG, aux gouvernements centraux, aux ambassades et à toutes les organisations nationales et internationales qui œuvrent selon les approches de la coopération décentralisée, tant en Mésoamérique qu'en Europe.

L'Observatorio de Cooperación Descentralizada et les entités facilitatrices du Dialogue s'engagent à continuer de générer des espaces de débat favorisant la construction de nouveaux

schémas innovants de coopération décentralisée, contribuant à la consolidation des démocraties régionales, à l'approfondissement de la décentralisation des États, au renforcement des autonomies locales et au respect des droits humains des populations en situation de mobilité.

Les principales idées issues du Dialogue régional sont présentées ci-dessous, structurées selon les intitulés des ateliers menés par les trois groupes thématiques :

PRINCIPAUX ENJEUX DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

- **Renforcer les capacités des gouvernements locaux pour défendre et promouvoir l'autonomie locale.** Les gouvernements locaux d'Amérique centrale ont vu leur rôle reculer à cause des processus de recentralisation, de la perte de compétences, d'autonomie et de la diminution des transferts de ressources de la part des gouvernements centraux.

- **Défendre l'autonomie locale et promouvoir la décentralisation des États**. La décentralisation et le renforcement des capacités locales sont des éléments clés pour fortifier la démocratie. L'agenda de la décentralisation doit favoriser le développement territorial, placer les droits humains au centre et tenir compte des migrations.

- **Défense de la démocratie et des espaces démocratiques**. Promouvoir les principes démocratiques, la formation politique, approfondir la démocratie et les agendas de développement local, et améliorer les espaces démocratiques, participatifs, inclusifs et délibératifs.

- **Élargir et renforcer les espaces civiques et de participation citoyenne, inclusifs et égalitaires**, facilitant les dialogues avec les différents niveaux de gouvernement et acteurs territoriaux, favorisant la reddition de comptes, notamment avec une participation active de la jeunesse.

- **Reconnaître et protéger les défenseur·e·s des droits humains**, à travers la formation des garant·e·s de droits et la construction de récits favorables face aux discours anti-

droits, en protégeant la liberté d'expression et les médias indépendants, ainsi qu'en promouvant des réseaux d'organisations de défense.

- **Promouvoir et mettre en œuvre des politiques publiques, des programmes et des espaces de protection** intégrant des approches différenciées pour répondre aux divers besoins des **personnes en migration mixte** (revenu économique, sécurité, protection, accompagnement...).

- **Promouvoir des politiques publiques territoriales participatives**, favorisant la gouvernance multiniveau, avec une **approche d'équité, d'égalité de genre et d'adaptation au changement climatique**.

- **Accroître la participation des femmes dans les instances municipales et les espaces décisionnels, via un leadership féminin actif** et l'inclusion de la diversité de genre dans la gouvernance locale.

- Renforcer les **valeurs démocratiques et les droits humains à l'échelle territoriale** comme rempart contre les tendances autoritaires, en insistant sur l'importance des gouvernements locaux et de l'autonomie locale.

- **Réduire les discours et récits anti-droits**, racistes, xénophobes et sexistes qui normalisent les violences et les processus antidémocratiques.

- **Renforcer les capacités techniques des gouvernements locaux à mobiliser les ressources de la coopération décentralisée**, en tenant compte des contextes socio-économiques et politiques spécifiques à chaque territoire.

LIMITES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

- **Captation et démantèlement institutionnel des gouvernements locaux et de leurs représentants, des principes démocratiques et de l'État de droit.** Les espaces civiques de dialogue et de débat entre les acteurs territoriaux, les autorités municipales élues,

les peuples autochtones, les femmes et les jeunes avec les entités gouvernementales ont été réduits, notamment au Salvador et au Nicaragua.

- **Recul des processus de décentralisation des États,** réduisant les capacités financières, humaines et en compétences des gouvernements locaux des pays d'Amérique centrale, avec une insistance particulière sur le Salvador et le Nicaragua.

- **Centralisme des gouvernements nationaux** qui limite l'accès des gouvernements locaux et des institutions de la société civile disposant de capacités de gestion à la coopération décentralisée. Il est également nécessaire d'autonomiser la citoyenneté afin d'exiger et de renforcer la décentralisation.

- **Contexte d'alliances entre l'économie criminelle, le narcotrafic, les industries extractives et les mégaprojets avec certaines autorités gouvernementales,** ce qui limite les politiques publiques et entraîne la persécution et la disparition de défenseur·e·s des droits humains, des déplacements forcés, la criminalisation, la peur et les menaces contre les leaders locaux et les journalistes qui s'opposent aux intérêts des réseaux criminels contrôlant les territoires.

- **Capacités organisationnelles, de gestion et de formulation de projets limitées** chez les gouvernements locaux d'Amérique centrale, ce qui entrave leur accès aux ressources de coopération, ainsi que leur gestion et évaluation.

- **Montée de l'autoritarisme, essor de l'extrême droite, désinformation et manipulation.** Dans la région centraméricaine, on observe une nette prolifération et un enracinement de régimes autoritaires qui recourent à des discours racistes, xénophobes, sexistes et populistes, normalisant les violences et mettant en place des processus antidémocratiques. Ces gouvernements imposent des discours anti-droits à tendance colonialiste et raciste, manipulant la défense des droits humains – notamment l'approche de genre – et diffusent largement leurs positions via de grandes plateformes et médias.

- **Augmentation des populations en mobilité dans les territoires** en raison du retour forcé de personnes déplacées par le changement climatique, la persécution politique, les extorsions des groupes criminels ou la violence basée sur le genre. Les réponses pour garantir leur intégration sociale, politique et économique restent insuffisantes et manquent d'une approche fondée sur les droits humains.

- **Montée des approches militaristes et sécuritaires dans la région centraméricaine** face à la mobilité humaine, fondées sur des politiques de « sécurité nationale » et de contrôle des frontières, au détriment des approches de protection et de garantie des droits des personnes en situation de mobilité.

- **Accroissement de la méfiance citoyenne envers les institutions publiques** dans un climat de peur et de corruption généralisée, approfondissant les défiances politiques, culturelles et historiques, et provoquant des conflits entre acteurs locaux, ce qui limite la coopération efficace et génère des divisions sociales.

- **Criminalisation croissante dans la région centraméricaine**, à l'échelle nationale et locale, des défenseur·e·s des droits humains, des militant·e·s écologistes et des journalistes, en raison de préjugés et de stigmatisations liées à leur travail avec les populations LGBTIQ+, les jeunes activistes, etc., entraînant la désintégration du tissu social et la dispersion des leaderships locaux et communautaires.

- **Réduction des fonds de coopération internationale et changement d'approches :** passage de la solidarité à la partisanerie et à l'assistanat.

OPPORTUNITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

- **Pertinence de la coopération décentralisée** pour influencer les agendas locaux et sa capacité de transformation dans des contextes défavorables.

- **Disponibilité des gouvernements locaux** à travailler avec les acteurs de la coopération décentralisée comme agents de changement : capacité à établir des dialogues intersectionnels, intergénérationnels et avec les jeunes leaders, à former des

leaderships et à placer les propositions de soins portées par les associations de femmes et de personnes LGBTIQ+ au centre.

- **Renforcement des liens entre les organisations de la société civile et les gouvernements locaux** afin d'encourager les processus de coopération décentralisée.

- **La proximité et le principe de subsidiarité que les gouvernements locaux offrent aux populations en situation de mobilité humaine** en font des acteurs clés, notamment pour l'intégration et la cohésion sociale entre les migrant·e·s et les communautés locales.

- **Valorisation des expériences antérieures** comme opportunité de reconnaître les bonnes pratiques de gestion publique des gouvernements locaux et des entités de la société civile.

- **Apprentissage des expériences d'autres pays en matière de coopération décentralisée** pour concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques nationales et locales, ou encore des stratégies d'internationalisation des gouvernements locaux.

- **La diversité sociale, ethnique et culturelle de la région centraméricaine** génère une multiplicité d'acteurs et de savoirs favorisant l'innovation.

- **Évolution des diasporas et des jeunes en tant qu'agents de changement**, ainsi que du savoir social et familial lié à la migration, créant les conditions nécessaires à l'émergence de nouveaux acteurs et leaderships susceptibles d'humaniser l'approche de la mobilité humaine.

- **Les diasporas, dans le cadre d'un municipalisme transnational, peuvent influer sur la construction et la mise en œuvre participative de politiques publiques locales de coopération décentralisée**, en facilitant la création d'espaces politiques locaux et régionaux pour aborder la mobilité humaine depuis les autonomies locales.

- **Établissement d'alliances, de plateformes et de réseaux locaux, régionaux et internationaux** pour promouvoir le développement territorial.

- **Adoption d'une perspective régionale et d'un travail articulé au niveau centraméricain.**

- **Promotion de la visibilité, de la protection et de la création d'alliances régionales entre les médias indépendants et les réseaux communautaires existants**, pour construire des récits favorables aux droits humains, à la démocratie et contrer les discours anti-droits, à travers une communication stratégique politique. Il s'agit de valoriser l'écosystème social et médiatique pour encourager les dialogues politiques renforçant les droits humains de la population.

- **Utilisation des technologies de communication numérique pour la gestion de la coopération décentralisée**, sans l'intermédiation des gouvernements centraux, dans un cadre de soutien interinstitutionnel et intersectoriel via des plateformes numériques.

AXES STRATÉGIQUES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

- **Consolider une coopération décentralisée qui renforce l'autonomie locale, promeuve la gouvernance démocratique et contribue au développement territorial durable en Amérique centrale**, avec une approche fondée sur le genre, les droits humains, l'enfance et la diversité, à l'échelle régionale.

- **Promouvoir, dans l'agenda de la coopération décentralisée, la décentralisation des États**, en soutenant et en influençant des réformes institutionnelles qui accordent davantage de compétences et de ressources aux gouvernements locaux. Il est urgent de disposer d'un diagnostic approfondi de l'état de la décentralisation dans la région.

- **Orienter la coopération décentralisée vers le renforcement des gouvernements locaux et infranationaux, des organisations de la société civile, des mouvements sociaux, des réseaux de défense des droits**, et plus généralement vers les espaces civiques et de

participation citoyenne, de manière inclusive et égalitaire, avec une approche intersectionnelle.

- **Promouvoir et mettre en œuvre des politiques publiques territoriales participatives**, qui favorisent la gouvernance multiniveau et le développement territorial, avec une perspective d'équité, d'égalité de genre et d'adaptation au changement climatique.

- **Promouvoir l'autonomisation des femmes et leur participation politique, notamment dans les instances locales de prise de décision**, en encourageant des programmes de leadership féminin.

- **Renforcer techniquement, politiquement et organisationnellement les entités et structures locales**, publiques, économiques et sociales, chargées de l'accueil des personnes en situation de mobilité dans les territoires transfrontaliers.

- **Adapter les mécanismes de réponse de la coopération décentralisée aux contextes changeants de la mobilité humaine**, en dialogue avec les peuples autochtones et en tenant compte des initiatives locales dans une coordination multiniveau et multi-acteurs.

- **Créer des réseaux de connaissances et de formation**, en renforçant l'échange d'expériences et la gestion des savoirs à travers des plateformes ou entités territoriales (y compris les diasporas), pour la formulation participative et la mise en œuvre de politiques publiques locales.

- **Promouvoir,** à travers des mécanismes décentralisés en collaboration avec les gouvernements locaux**, la régularisation des travailleurs.es migrants.es dans les territoires transfrontaliers**, en soutenant un autre modèle de développement économique local pour intégrer les personnes retournées et les migrants.es établis dans le territoire.

- **Soutenir des programmes de formation en droits humains, valeurs démocratiques et éthiques, et en solidarité et culture de paix**, destinés à la population, aux fonctionnaires et aux entités locales et nationales, comme mécanisme de coopération décentralisée transformatrice à travers l'éducation à la citoyenneté mondiale.

- **Favoriser des alliances entre gouvernements locaux, acteurs sociaux, secteur privé et milieu universitaire**, pour promouvoir des modèles de développement économique territorial inclusif.

- **Développer des récits pour contrer les discours et actions anti-droits**, à travers une communication sociale assertive de masse, fondée sur les droits humains et la défense de la démocratie.

- **Promouvoir et encourager des programmes, mécanismes, espaces de formation et réseaux de protection** pour les défenseur·e·s des droits humains, du territoire et les journalistes.

- **Cartographier, identifier et créer une base de données sur les initiatives et acteurs territoriaux de la coopération décentralisée dans la région**, tels que les gouvernements infranationaux, les organisations féministes, écologistes, les médias indépendants, les défenseurs.es des personnes en mobilité, les garants des droits humains, entre autres.

- **Encourager des études rigoureuses sur la réalité de la région centraméricaine**, avec la participation des acteurs territoriaux et du milieu académique, afin de documenter les défis rencontrés par les gouvernements locaux (recentralisation des États, perte d'autonomie locale, mobilité humaine, routes migratoires, etc.), avec une approche fondée sur les droits.

- **Renforcer le leadership féministe et les agendas locaux liés aux soins dans les territoires**, ainsi que l'autonomisation économique des femmes.